



Communiqué de la CGT Fonction publique

Rendez-vous salarial du 18 juin 2018

Les agents publics sacrifiés !

Le président des riches et son gouvernement programment une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires et des agents publics

Lors du « rendez-vous salarial » de ce jour, la CGT avec l'ensemble des organisations syndicales, a porté haut et fort les revendications des personnels parmi lesquelles l'augmentation de la valeur du point d'indice, l'abrogation du jour de carence, des mesures fortes pour l'égalité salariale femme/homme, la revalorisation des carrières et des indemnités de missions et de transport, la reconduction de la GIPA 2018, etc... .

Face à ce front syndical, sur le sujet majeur de la valeur du point d'indice, le gouvernement s'est refusé à entendre la revendication principale des agents de la Fonction publique et a annoncé la poursuite du gel de la valeur du point pour l'année 2019. Cette décision motivée par des considérations idéologiques et budgétaires consiste au final à programmer une nouvelle baisse du pouvoir d'achat des personnels.

La reconduction du dispositif GIPA pour l'année 2018 a été annoncée.

Des mesures nouvelles ont été annoncées sur la revalorisation de l'indemnité d'hébergement et de l'indemnité kilométrique en cas de déplacement professionnel, sur les conditions de monétisation des jours placés sur les Compte-épargne temps dans la FPE et la FPT, sur la correction des problèmes de compensation de la hausse de la CSG pour les agents n'ayant pas de primes.

La CGT souligne que ces mesures ne concernent que des fractions minoritaires des effectifs de la Fonction publique.

Le gouvernement a par ailleurs confirmé l'annonce déjà faite en octobre 2017 d'application à partir du 1^{er} janvier 2019 des mesures PPCR gelées pour l'année 2018. Sur ce sujet le gouvernement se livre à une opération de communication consistant à survaloriser des mesures actées depuis plusieurs années et prises dans un contexte marqué par six années consécutives de gel de la valeur du point d'indice.

Sur l'égalité salariale femmes/hommes, le gouvernement a renvoyé au chantier de discussion en cours sans faire d'annonce. L'ouverture d'un chantier sur le logement des agents a été mis en perspective.

Le gouvernement persiste dans sa politique d'austérité consistant à sacrifier les fonctionnaires et agents publics. D'un côté des dizaines de milliards d'euros sont octroyés aux classes sociales les plus riches, aux actionnaires, au patronat. De l'autre, il refuse d'augmenter les salaires, les traitements, les retraites, les pensions, les minimas sociaux,

Dans une telle situation, il est nécessaire d'élever le rapport de force.

D'ores et déjà, la CGT Fonction publique s'inscrit résolument dans la journée unitaire de mobilisation interprofessionnelle du 28 juin.

Elle proposera, lors de la prochaine rencontre unitaire des organisations syndicales de la Fonction publique, de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour donner les suites nécessaires aux actions déjà entreprises.

Montreuil, le 18 juin 2018